

Culture géostratégique : Le Groenland fait-il partie de l'Union européenne ?

Category: 2020-2030,Actualités,Europe de l'Est,Europe de l'Ouest,Géopolitique
22 janvier 2025



Située entre l'Atlantique nord et l'Arctique, la plus grande île du monde fait l'objet de convoitises. Autonome mais constitutive du royaume du Danemark, elle n'est pas à proprement parler un territoire de l'UE. En revanche, les Groenlandais sont bien des citoyens européens. C'est un territoire grand comme quatre fois celui de la France métropolitaine, mais peuplé de seulement 55 000 âmes et recouvert à 85 % de glace. C'est le territoire le moins densément peuplé de la planète, avec 0,03 habitant par km².

A première vue, le Groenland ne semble pas particulièrement attrayant. Pourtant, la plus grande île du monde fait aujourd'hui l'objet de nombreuses convoitises, notamment de la part du futur président des Etats-Unis.

Début janvier 2025, lors d'une conférence de presse, Donald Trump a refusé d'exclure une annexion militaire du territoire. Le milliardaire américain, qui retrouvera la Maison-Blanche le 20 janvier 2025, voit dans *"la propriété et le contrôle du Groenland"* par les États-Unis une *"nécessité absolue"*. En 2019 déjà, il avait évoqué l'idée d'acheter ce territoire, suscitant une fin de non-recevoir de la part des autorités danoises, dont le Groenland est un pays constitutif. Quelques-uns de ses prédécesseurs avaient essuyé le même refus, en 1867, en 1910 ou encore en 1947.

Quel est le statut du Groenland ?

Le Groenland a connu de nombreux changements de statut depuis la seconde moitié du XXe siècle. L'ancienne colonie danoise a accédé au statut de communauté autonome constitutive du royaume du Danemark en 1979. Elle a alors acquis des compétences en matière de fiscalité, d'économie ou d'éducation, puis de police ou encore de justice à partir de 2009.

Le territoire reste néanmoins soumis à la Constitution et à la Cour suprême du Danemark, le pays scandinave conservant des prérogatives importantes, notamment dans les domaines des relations internationales, de la défense et de la sécurité. Par ailleurs, Copenhague verse aujourd'hui l'équivalent de 500 millions d'euros d'aides à l'île chaque année.

Comme le Danemark, le Groenland a rejoint la Communauté économique européenne (CEE, désormais Union européenne) en 1973. Mais le territoire autonome a décidé de la quitter douze ans plus tard, à la suite d'un référendum. Il n'est donc plus un territoire européen depuis le 1er février 1985.

Outre son appartenance au Danemark, le territoire conserve toutefois des liens importants avec l'Union européenne. Le Groenland figure ainsi parmi les 13 **pays et territoires d'outre-mer (PTOM)**, un ensemble de dépendances et de territoires ultramarins qui entretiennent des liens constitutionnels avec un Etat membre de l'Union européenne, sans faire partie intégrante de l'UE.

Ces 13 pays et territoires relèvent aujourd'hui de trois Etats : 6 sont reliés à la France (Nouvelle-Calédonie, Polynésie française, Saint-Pierre-et-Miquelon, les Terres australes et antarctiques françaises, Wallis-et-Futuna et Saint-Barthélemy), 6 autres aux Pays-Bas (Sint Maarten, Saba, Sint Eustatius, Aruba, Curaçao et Bonaire) et enfin le Groenland qui est un pays constitutif du royaume du Danemark. Le droit européen ne s'applique pas dans ces territoires, qui ne sont pas membres de l'espace Schengen par ailleurs.

Les PTOM sont en revanche associés à certaines politiques de l'UE pour faciliter leur développement économique, social et commercial. [L'instrument européen pour le voisinage, le développement et la coopération internationale](#) regroupe les différents programmes de financements à destination de ces zones. Par ailleurs, les produits importés dans l'UE depuis les PTOM ne sont pas soumis aux droits de douane ou aux restrictions quantitatives. Enfin, leurs ressortissants disposent de la citoyenneté européenne et donc d'un passeport de l'UE.

Pour les PTOM, un statut différent de celui des **régions ultrapériphériques (RUP)**

Le statut des PTOM (pays et territoires d'outre-mer) est à distinguer de celui des [régions ultrapériphériques \(RUP\)](#). Ce dernier concerne 9 régions insulaires et/ou géographiquement éloignées du continent européen. Contrairement aux PTOM, elles font partie intégrante du territoire de l'Union et sont, à ce titre, soumises au droit européen.

La France compte six régions ultrapériphériques (Saint-Martin, la Guadeloupe, la Martinique, la Guyane, Mayotte et La Réunion), contre deux pour le Portugal (Madère et les Açores) et une pour l'Espagne (les Canaries).

Pourquoi le Groenland est-il convoité ?

Pour justifier ses volontés d'annexion du Groenland, Donald Trump avance des raisons de

sécurité nationale. Présents depuis la Seconde Guerre mondiale sur l'île, les Etats-Unis y ont notamment construit une base aérienne au nord-ouest, à Qaanaaq (ou Thulé) en 1953. Le Groenland suscite également les convoitises de la Chine, qui y a développé des activités économiques et scientifiques ces dernières années, ou celles de la Russie, qui espère régner sur l'Arctique dans les années à venir.

Ces multiples intérêts s'expliquent par la situation géographique de l'île, dont les planisphères donnent une mauvaise représentation. En regardant une carte centrée sur le Groenland (voir l'encadré ci-dessous), on constate la position stratégique du territoire. Constitué en grande partie de glace, il se réchauffe deux fois plus vite que le reste du globe, entraînant la fonte des glaces. Celle-ci pourrait ouvrir de nouvelles routes commerciales maritimes jusqu'ici inaccessibles. Une aubaine pour les trois puissances mondiales.

Enfin, le sol du Groenland est particulièrement riche en ressources : 13 % du pétrole et 30 % du gaz naturel non découverts à ce jour se trouveraient en Arctique, dont la majeure partie au Groenland, [selon certaines estimations](#). Il regorgerait enfin de terres rares, comme le nickel ou le cobalt, nécessaires à la fabrication des batteries pour les téléphones portables, par exemple. Là aussi, la fonte des glaces pourrait s'avérer déterminante.

Le Groenland : carte d'identité



Crédits : Toute l'Europe, avec Flourish

Capitale : Nuuk (17 000 habitants)

Population : 55 000 habitants (449 millions pour l'Union européenne)

Superficie : 2,16 millions de km² (deux fois moins que l'Union européenne, 4,23 millions de km²)

Monnaie : couronne danoise (comme au Danemark)

Chef du gouvernement : Múte B. Egede, membre du parti *Inuit Ataqatigiit* (social-démocrate)

Le Groenland fait-il partie de l'Otan ?

Si elle peut paraître farfelue, l'option militaire n'a pas été écartée par Donald Trump pour s'emparer du Groenland. Compte tenu de la présence américaine sur l'île, une hypothétique invasion s'avérerait relativement simple à mettre en œuvre. Evidemment, une telle intervention créerait un choc sans précédent, notamment parce que les Etats-Unis et le Danemark sont alliés au sein de l'Otan.

"S'ils envahissent le Groenland, ils envahissent l'Otan. C'est là que ça s'arrête. L'article 5 de l'Otan [qui implique qu'une attaque contre l'un ou plusieurs de ses membres est considérée comme une attaque dirigée contre tous, NDLR] devrait être déclenché. Et si un pays de l'Otan envahit l'Otan, il n'y a plus d'Otan", explique par exemple Elisabet Svane, correspondante politique en chef du journal danois *Politiken*, citée par la [BBC](#).

Enfin, les Etats membres de l'UE, dont le Danemark, pourraient également évoquer l'article 42.7 du Traité sur l'Union européenne, également appelé "clause de défense mutuelle". *"Au cas où un Etat membre serait l'objet d'une agression armée sur son territoire, les autres Etats membres lui doivent aide et assistance par tous les moyens en leur pouvoir",* précise ce dernier. Une clause dont bénéficie également le Groenland, a confirmé un porte-parole de la Commission européenne.

Le Groenland pourrait-il demander son indépendance ?

Depuis 2009, le Groenland peut, s'il le souhaite, déclarer son indépendance du Danemark. Un processus qui passerait notamment par l'organisation d'un référendum et des négociations avec le Danemark sur leurs futures relations. La perspective refait souvent surface dans le débat public. Le Premier ministre groenlandais, Múte Egede, a d'ailleurs exprimé son souhait d'organiser un référendum sur le sujet s'il remporte les prochaines élections, en avril 2025. Et lors de son discours du Nouvel An, il y a de nouveau fait allusion.

Reste que le Groenland est extrêmement dépendant de Copenhague. Les fonds versés par le Danemark représentent actuellement 60 % du budget de l'île et près du quart de son PIB.

[Touteurope.eu](https://touteurope.eu)

16/01/2025

Source photo-bandeau : [Google Maps](#)

Géopolitique : En Nouvelle-Calédonie, réfléchir et travailler sur le long terme

Category: 2020-2030,Actualités,Géopolitique,Outre-Mer
22 janvier 2025



Commentaire AASSDN : Les événements qui se déroulent en Nouvelle-Calédonie et plus généralement la situation fragile de nos DROM-COM (1) révèlent que les 2,5 millions de compatriotes ultra-marins qui habitent sur les 120 000 km² de terre et les 10 millions de km² de ZEE qui leur sont rattachés – sur les 11 millions que possède au total notre pays – ne sont pas véritablement intégrés dans une stratégie générale, c'est-à-dire une politique nationale à vocation mondiale.

C'est donc une France de 670 000 km², dont le territoire occupe des positions hautement stratégiques, en Europe certes, mais aussi en Amérique, en Afrique et en Asie/Pacifique, c'est-à-dire sur la totalité du globe et disposant de ressources naturelles à la fois immenses mais souvent sous-exploitées, qui doit nous conduire à définir une stratégie nationale ambitieuse d'investissement, de développement et d'influence et de partenariats.

La France est un pays souverain dont le seul horizon ne se limite pas à la seule UE ni aux pays du Sahel. Elle dispose d'un potentiel à la hauteur de sa vocation. Il appartient aux responsables politiques d'en prendre conscience et d'organiser la remontée en puissance de notre pays sur ces réalités géographiques.

(1) DROM COM :

Sont dénommés « départements et régions d'outre-mer » (DROM), les territoires des collectivités relevant de l'article 73 de la Constitution, à savoir la Martinique, la Guadeloupe, la Guyane, La Réunion et Mayotte.

Sont dénommés « collectivités d'outre-mer » (COM), les autres territoires des collectivités relevant de l'article 72-3 de la Constitution, à savoir la Polynésie française, les îles Wallis-et-Futuna, Saint-Pierre-et-Miquelon, Saint-Barthélemy, Saint-Martin, la Nouvelle-Calédonie, ainsi que les Terres australes et antarctiques françaises et l'île de la Passion-Clipperton.

Source : <https://www.insee.fr/fr/metadonnees/definition/c2316>

Les gouvernements se succèdent en métropole et en Nouvelle-Calédonie. Déjà huit ministres des outre-mer depuis 2017, ce qui empêche de mener une politique sur le temps long. Or c'est bien de vision à long terme que la Nouvelle-Calédonie a besoin.

Depuis notre dernière tribune, il n'y a pourtant pas un mois de cela, les deux gouvernements qui président aux destinées de la Nouvelle-Calédonie sont tombés : celui de Paris, le 4 décembre, puis celui de Nouméa, le 24. En quelques semaines, nous aurons donc changé de Premier ministre, de ministre de l'Outre-mer – le huitième depuis 2017 – et de président du gouvernement de la collectivité de Nouvelle-Calédonie. Vu la situation politique en métropole, il n'est pas impossible que le gouvernement de M. Bayrou soit lui aussi tombé lorsque sera publié le prochain texte dans cette série ; quant à l'exécutif calédonien, sa durée de vie moyenne est inférieure à 18 mois (17 en 25 ans).

Les indépendantistes travaillent plus que les loyalistes

Pourquoi rappeler ces choses ? Parce que bien trop peu de gens, notamment parmi les partisans de la France, semblent en mesurer l'importance et surtout en tirer les conséquences. Il y a deux erreurs majeures, d'ailleurs liées, qu'ont faites les loyalistes depuis 40 ans : se reposer sur l'État, et se montrer incapables de réfléchir et travailler *sur le long terme*, le regard fixé non sur la dernière actualité à Nouméa ou Paris, mais sur leur ambition véritable : une Calédonie qui soit française – et qui prospère sous le drapeau français – dans 50, 100, 200 ans. Cela est d'autant plus tragique que les indépendantistes ont, eux, effectué ce travail. Ils ont créé des réseaux, avec la France métropolitaine, avec ses autres outre-mer, avec l'étranger (proche et lointain). Ils ont produit des thèses et des travaux universitaires ; ils ont fait de l'entrisme dans les organisations internationales ; ils ont mobilisé les énergies, les intelligences et les financements. Se focaliser, pour les dénoncer, sur des réalités comme le Groupe d'initiative de Bakou, masque ce qui importe réellement : car s'il est vrai que, parfois, l'activisme peut devenir illégitime, voire illégal, pour l'essentiel, le mouvement indépendantiste en Nouvelle-Calédonie a simplement fait son travail – *le travail de ses idées*, conjointement avec la mouvance « décolonialiste » mondiale.

Les loyalistes n'ont fait aucun travail sur les idées

Le drame, c'est que personne en face ne lui ait répondu, ou presque. C'est ce qui nous a stupéfait et, d'ailleurs, encouragé à nous engager lorsque, au moment des campagnes référendaires ayant débuté en 2018, nous nous sommes rendu compte que, en dehors de l'archipel, personne ou presque ne travaillait à la défense de la Nouvelle-Calédonie française : ni d'un point de vue universitaire, ni dans le débat public. Face à ceux qui militaient pour l'indépendance, tout juste trouvait-on quelques voix qui auraient défendu une forme d'association, c'est-à-dire... l'indépendance sous une autre forme. On ne peut pas espérer remédier à une situation sans d'abord y apporter de diagnostic : or, ce diagnostic, même si cela est douloureux à entendre, est que l'échec intellectuel des loyalistes est sans appel.

Sans doute y a-t-il des causes diverses à cela. Mais la principale nous apparaît clairement qu'ils se sont appuyés sur l'État et ont trop longtemps cru que c'était son rôle à lui de préparer l'avenir de la « Calédonie française ». Et, certes, on aurait pu croire que ce l'était. Dans un pays autre que la France, la haute administration, travaillant avec les meilleurs universitaires, et après avoir largement consulté les parties prenantes et tenté d'apprendre des expériences

étrangères, aurait préparé en amont un projet de statut pérenne de la Nouvelle-Calédonie dans la France. Ce projet aurait été proposé et, dans les faits, imposé dès le 13 décembre 2021, lendemain du troisième référendum d'autodétermination ; et peut-être n'y aurait-il plus, aujourd'hui, ou qu'à peine, de « dossier calédonien ». Mais l'État, il importe que ceux qui ne l'ont pas encore compris s'en persuadent, ne voit pas sa mission comme de préserver la souveraineté de la France sur toutes ses provinces, y compris la Nouvelle-Calédonie, ni d'aider celle-ci à prospérer à l'ombre du drapeau tricolore. Ses intérêts sont autres.

L'État n'a pas de vision

La vérité oblige à dire que la logique du processus politique entamé il y a 40 ans l'y encourage d'ailleurs, puisqu'il a consisté à déléguer la décision politique – et donc inévitablement tout ce qui se trouve derrière – aux parties calédoniennes, indépendantiste et non-indépendantiste. Pour notre part, nous avons toujours douté de la sagesse de pareille logique, dans la mesure où ces parties ne sont d'accord sur rien et ne peuvent donc s'« accorder » qu'au prix de formulations ambiguës permettant à chacun d'y lire ce qu'il souhaite (jusqu'au jour où il faut sortir de ces ambiguïtés et où, alors, elles explosent), et nous pensons d'ailleurs que son fondement juridique a aujourd'hui disparu. Mais le fait demeure qu'elle s'est imposée ; or, les loyalistes n'ont pas compris son implication inévitable, qui de l'extérieur, apparaît pourtant évidente : dans leur défense de la Calédonie française, ils sont seuls.

Ce projet de statut pérenne, c'est *eux* qui auraient dû le préparer et le proposer. Les réflexions sur les inévitables réformes de l'économie de l'île, son aménagement, son intégration régionale, la manière de faire cohabiter sur une même terre des groupes ethnoculturels profondément différents (autrement que par la revanche du colonisé, devenu figure de l'Opprimé, que proposent les indépendantistes), c'est *eux* qui auraient dû la mener ou du moins la susciter. Or, comme ils n'ont absolument pas la masse humaine critique pour cela, il leur aurait fallu créer des réseaux, monter des initiatives, aller parler à tous ceux qui, en France ou à l'étranger, étaient en mesure de les aider. Quand on pense à l'impact qu'ont pu avoir certains universitaires ou journalistes qui, depuis des décennies, pilonnent le terrain pour le compte de la cause indépendantiste, on ne peut que rêver à ce qui aurait été possible si, en face, les loyalistes avaient fait de même (avec, certes, davantage de bonne foi et de rigueur intellectuelle, ce qui peut être handicapant à court terme, mais se révèle toujours payant à plus long terme). On ne peut pas dire, bien sûr, que *rien* n'ait été fait. Mais peu, si peu...

Se lamenter, certes, ne sert à rien. S'il convient de faire un examen de conscience lucide, c'est avant tout pour agir. Les partisans de la Calédonie française ont des décennies de retard à rattraper et semblent – et encore, pas tous – n'avoir commencé à le comprendre qu'au sortir des référendums de 2018-2021. Tout, ou presque, de ce travail de réflexion, d'influence, d'action, reste à construire.

Les loyalistes ont des décennies de retard

Il ne s'agit évidemment pas, en quelques lignes, d'expliquer ou encore moins de dicter ce qu'il convient de faire : en tant que juriste universitaire, que non-calédonien, notre perspective est elle aussi très partielle. Mais il convient urgemment de lancer cette réflexion et surtout d'agir, à tous les niveaux.

Trois axes principaux se dessinent à cet égard.

D'une part, un travail en direction de la France métropolitaine. Il est difficile, hélas, de surestimer l'ignorance dans laquelle la Nouvelle-Calédonie y est tenue, y compris chez les gens qui – du gouvernement et de la haute administration aux juridictions suprêmes que sont le Conseil d'État et la Cour de cassation – déterminent en large mesure son avenir (chez les universitaires, les parlementaires, les acteurs économiques et sociaux aussi). Or, pour ne prendre qu'un exemple qui nous soit proche, si des thèses universitaires devaient être écrites sur la Nouvelle-Calédonie dans une perspective non-indépendantiste, elles le seraient plus vraisemblablement à Paris qu'à Nouméa : mais comment le seraient-elles, si ni les étudiants ni leurs potentiels directeurs de thèse ne connaissent ou ne s'intéressent à ces problématiques ?

Deuxième axe : les autres outre-mer français. Nous sommes stupéfaits de l'absence de coordination, ou simplement d'échanges, entre eux. Certes, ils sont éloignés les uns des autres ; certes aussi ils peuvent être très différents. Mais les problématiques communes sont évidemment nombreuses : tous ceux qui, de Point-à-Pitre à Papeete, et de Fort-de-France à « Port-de-France » [\[1\]](#), sont attachés à la France devraient donc s'unir, sans oublier d'expliquer aux ultramarins qui se croient protégés des visées du Groupe de Bakou qu'eux aussi sont menacés à plus long terme, et que donc ils sont concernés *maintenant*. Les outre-mer français ont partie liée, et nous sommes convaincus que leur avenir s'écrit de manière commune (ce qui n'empêche en rien, bien au contraire, le respect de la diversité de chacun, ce qui est plus facile à expliquer et mettre en œuvre ensemble).

Enfin, l'environnement régional. Vu d'Australie, la France est souvent perçue comme la dernière des puissances coloniales, et les images de 2024 n'auront rien fait pour démentir cette impression. Bien sûr, il y a derrière cette présentation beaucoup de propagande (souvent inconsciente, d'ailleurs), mais il y a aussi une réalité : celle de la « Franconésie ». Il importe donc de travailler à la fois sur cette réalité, en comprenant que la Nouvelle-Calédonie pourrait être à la fois *d'avantage française* et *d'avantage océanienne*, pourvu qu'elle comprenne enfin comment articuler ces deux dimensions ; mais aussi sur sa perception, en présentant une alternative au « narratif » décolonialiste (qui est d'ailleurs aujourd'hui très daté et ne comprend pas que le monde de 2025 n'est plus celui de la conférence de Bandung en 1955).

Alors, certes, les gouvernements comptent *aussi* : il ne s'agit pas de dire qu'il convient de n'accorder aucune importance aux soubresauts de la vie politique, locale ou nationale. En revanche, il importe de se convaincre que celle-ci n'est pas l'essentiel. Des gouvernements calédoniens, des Premiers ministres, des ministres de l'Outre-mer, il y en a eu et il y en aura encore beaucoup. L'essentiel ne se joue pas là ; c'est à *beaucoup plus long terme* qu'il nous faut réfléchir et travailler, si nous voulons espérer que la Nouvelle-Calédonie reste française et puisse prospérer en tant que telle.

[Eric DESCHEEMAER](#)

[Revue Conflits](#)

03/01/2025

Source photo : [Google Maps](#)

[\[1\]](#) Port-de-France est l'ancien nom de Nouméa.

Equipement : La DGA livre deux hélicoptères Caracal à l'armée de l'Air

Category: 2020-2030,Actualités,Armement,Technologies
22 janvier 2025



Fin 2024, la Direction générale de l'armement (DGA) a livré à l'armée de l'Air et de l'Espace les deux premiers hélicoptères Caracal d'une commande de huit appareils passée en 2021. Ces hélicoptères de nouvelle génération, optimisés pour les missions de recherche et sauvetage au combat, transport tactique et évacuation sanitaire, bénéficient d'équipements modernisés : optronique avancée, cockpit numérique, GPS de précision et nouveaux systèmes de défense.

- Le 20 décembre 2024, la Direction générale de l'armement (DGA) a livré à l'armée de l'Air et de l'Espace deux hélicoptères.
- Ces livraisons sont les deux premières d'une commande de huit appareils , effectuée en avril 2021 au titre du plan de soutien aéronautique à *Airbus Helicopters*.
- Ces appareils portent la dotation des forces à 21 hélicoptères, dont treize à l'armée de l'Air et de l'Espace et huit à l'aviation légère de l'armée de Terre (ALAT).

Les deux hélicoptères livrés bénéficient d'améliorations par rapport aux versions précédentes : une détection accrue avec la caméra optronique de dernière génération l'*EUROFLIRTM 410*,

un cockpit modernisé et équipé de quatre écrans *MFD 10×8 pouces*, une navigation plus précise avec le *GPS CMA5024*, de nouvelles radios et treuils électriques, ainsi que deux phares orientables supplémentaires (blanc et infrarouge) pour les opérations de nuit.

Cette commande bénéficie très majoritairement à l'industrie française, dont *Airbus Helicopters* et ses principaux sous-traitants *Safran Helicopter Engines*, *Safran Electronics & Defense* et *Thales*. Dernier né de la famille des hélicoptères *Puma / Super Puma / Cougar*, le *Caracal* a été mis en service au sein des forces en 2006. Il est optimisé pour effectuer des missions de recherche et de sauvetage au combat, de transport tactique ou d'évacuation sanitaire de jour comme de nuit.

Grâce à sa perche de ravitaillement en vol, le *Caracal* dispose d'une allonge et d'une autonomie parmi les meilleures de sa catégorie, lui permettant d'assurer ses missions en France et sur les théâtres d'opérations.

Ces hélicoptères sont destinés à remplacer les *Puma* de l'armée de l'Air et de l'Espace actuellement basés en outre-mer et à l'étranger (Guyane, Nouvelle-Calédonie et Djibouti).

Caractéristiques techniques : envergure 16,2 mètres, longueur 19,50 mètres, hauteur 4,6 mètres, masse à vide 7,2 tonnes, masse maximale au décollage 11 tonnes, bimoteur *Makila*, équipage de deux pilotes + deux mécaniciens navigants et un sauveteur plongeur selon les missions, transport de troupe 28 hommes, évacuation sanitaire de 10 civières et cinq personnels médical, transport sous élingue de 4,7 tonnes, vitesse 267 km/h en mode croisière ou 324 km/h en vitesse maximale, distance franchissable 650 à 1 300 km en fonction des configurations et du ravitaillement en vol, plafond maximum 6 000 mètres. **Equipements** (selon mission) : deux mitrailleuses *MAG 58 7,62 mm* montées en sabord et canon de 20 mm *SH20*, systèmes électro-optique (*FLIR*) - caméra IR, télémètre laser, pointeur laser, système *PLS (Personnal Locating System)* de localisation des personnels tombés en zone hostile, détecteur de départ de missile, d'alerte laser, d'alerte radar, lance-leurres et blindage.

Délégation à l'information et à la communication de la défense DICOd

Légende et source photo : Caracal - © Airbus Helicopters

SSA. Lancement du projet de construction du nouvel hôpital national d'instruction des armées (HNIA) à Marseille

Category: 2020-2030,Actualités
22 janvier 2025



Lors d'un déplacement à Marseille le 27 juin 2023, le président de la République avait annoncé la future construction d'un nouvel hôpital national d'instruction des armées (HNIA) dans la ville. Le ministre des Armées Sébastien Lecornu a décidé, le lundi 6 janvier 2025, le lancement des travaux préalables pour permettre sa construction sur le camp militaire de Sainte-Marthe, après avoir validé le cadrage du projet.

- Deuxième plus grand chantier immobilier prévu en loi de programmation militaire (LPM), ce projet est au cœur de l'ambition stratégique renforcée du Service de santé des armées (SSA) voulue par le ministre, et de la feuille de route SSA 2030 soutenue par la LPM.
- Conduit sous la maîtrise d'ouvrage du Service d'infrastructure de la Défense (SID), le projet prévoit une mise en service de l'hôpital militaire à l'horizon 2031. Il s'agira d'un hôpital de nouvelle génération, d'une capacité de 350 lits et places, accueillant des pôles d'excellence et d'expertise du SSA. Au-delà de sa vocation opérationnelle au profit des armées, il s'inscrira pleinement dans l'offre de santé marseillaise au bénéfice de la patientèle civile et militaire du territoire.

Essentiels pour les armées, les hôpitaux militaires du SSA prennent en charge les militaires blessés rapatriés des théâtres d'opérations et déploient en opérations leurs personnels formés et entraînés pour soigner au plus près des combats.

C'est dans ce cadre que le 27 juin 2023, lors d'un déplacement à l'Hôpital d'instruction des armées (HIA) de Laveran à Marseille, le président de la République, Emmanuel Macron, a annoncé la construction d'un nouvel hôpital militaire à Marseille, sur le camp de Sainte-Marthe, pour remplacer l'actuel hôpital vieillissant.

Il s'agira d'un hôpital de nouvelle génération, véritable capacité militaire de défense tournée vers l'opérationnel et les besoins des armées, concourant à l'autonomie stratégique et à la liberté d'action des armées, tout en répondant aux enjeux des opérations avec nos alliés européens et de l'OTAN.

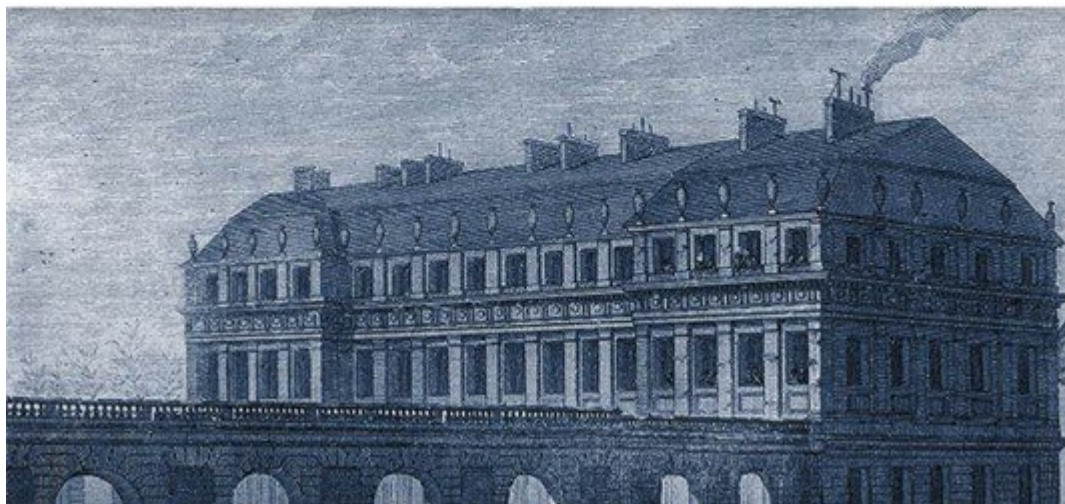
Sa capacité sera renforcée avec 350 lits et places (296 lits et 55 places) et le développement des pôles d'excellence et d'expertise du SSA, tels que la chirurgie de guerre, la prise en charge des traumatisés physiques et psychiques, la gestion du risque infectieux et NRBC et la gestion de crise. Il sera modulable en cas de crise pour lui permettre d'absorber des flux importants de blessés.

Alliant haute technicité et équipements aux standards les plus actuels et innovants, il s'inscrira pleinement dans l'offre de santé marseillaise au profit de la patientèle militaire et civile du territoire et constituera un vecteur d'attractivité pour le personnel soignant du SSA. Représentant un investissement majeur de l'État à Marseille, dans le prolongement de « *Marseille en Grand* », le projet est conduit en étroite collaboration avec les collectivités locales et les services de l'État.

Centre médias du ministère des Armées

Réorganisation. Livre de Georges-Henri Soutou : La grande rupture, de la chute du mur à la guerre d'Ukraine Un déménagement hors norme pour le Service historique de la Défense

Category: 2020-2030,Actualités,Événements
22 janvier 2025



Le [Service historique de la Défense](#) (SHD) a achevé fin décembre une opération de déménagement sans précédent. Sur une période de deux ans, de 2022 à 2024, près de 70 kilomètres linéaires d'archives et de collections ont été transférés vers de nouvelles destinations. Ce transport monumental des archives de l'histoire militaire française a lieu pour une raison étonnante : il fallait faire de la place pour les espions ! En effet, [le Fort Neuf de Vincennes a été affecté à la DGSE](#) (Direction générale de la sécurité extérieure), qui en fera son siège d'ici 2031.

Pour accomplir cette opération baptisée « manœuvre Braibant », le SHD a dû relever un défi organisationnel de grande ampleur. Au total, 700 000 boîtes d'archives papier et 110 000 ouvrages ont été transportés dans des conditions strictes de préservation et de sécurité. Ces fonds ont été répartis entre plusieurs sites en Île-de-France – le château de Vincennes, la caserne Mortier à Paris et le Fort de l'Est à Saint-Denis – ainsi que dans les antennes régionales du SHD.

Ce déménagement a été l'occasion de rationaliser la répartition des fonds entre les différentes implantations du SHD. Par exemple, la quasi-totalité des archives liées à la Gendarmerie nationale a été regroupée au [centre des archives de l'armement et du personnel civil de Châtellerault](#) (Vienne). Ce site, désormais doté d'une nouvelle salle de lecture, absorbe également les collections de la division des archives intermédiaires de la gendarmerie, précédemment située à Le Blanc (Indre). Ce redéploiement vise à simplifier la consultation pour les chercheurs et le public.

Les archives ont également été acheminées vers des sites spécialisés : le centre des archives du personnel militaire à Pau, la division des archives des victimes des conflits contemporains à Caen, ainsi que plusieurs ports militaires, comme Cherbourg, Brest, Lorient, Rochefort et Toulon. À Dijon, le bureau des archives et des réserves de l'armée de l'Air et de l'Espace a aussi été mobilisé pour accueillir une partie des collections.

Cette réorganisation rend consultables des fonds qui ne l'étaient pas, comme les archives récemment transférées à Châtellerault qui seront ouvertes au public dès le 1er février 2025. Chargé d'une mission de collecte, de conservation et d'exploitation des archives du ministère des Armées, le service est également doté d'une bibliothèque spécialisée parmi les plus riches d'Europe, avec plus d'un million de volumes. Depuis le mois de juin 2024, une nouvelle cheffe du SHD a été nommée, Nadine Marienstras remplace Nathalie Genet-Rouffiac, qui était elle-même une ancienne archiviste de la DGSE.

[Guillaume de Morant](#)

[La revue française de généalogie](#)

13/01/2025

Livre de Georges-Henri Soutou : La grande rupture, de la chute du mur à la guerre d'Ukraine

Category: 1989-1992,1992-2000,2000-2020,2022-2025 : Guerre en Ukraine,Actualités,Europe de l'Est,Europe de l'Ouest,Guerre froide (1945-1989),Livres et publications,Union Européenne,Videos en ligne
22 janvier 2025



”

À partir de 1989, la chute du mur de Berlin, puis la fin de l'URSS et du communisme suscitèrent un grand optimisme en Occident. Aujourd'hui, à l'heure de la guerre en Ukraine, on en est loin. La Russie, qui paraissait prête à s'inscrire dans le nouvel ordre mondial libéral, s'en est progressivement éloignée, jusqu'à le provoquer ouvertement.

**"LA GRANDE RUPTURE 1989-2024.
DE LA CHUTE DU MUR À LA GUERRE
D'UKRAINE"**
DU PROFESSEUR **GEORGES-HENRI
SOUTOU**

L'AASSDN signale la parution du livre du professeur Georges-Henri Soutou « *La grande rupture : 1989-2024* » de la chute du mur à la guerre d'Ukraine aux éditions Tallandier

Présentation du livre

À partir de 1989, la chute du mur de Berlin, puis la fin de l'URSS et du communisme suscitèrent un grand optimisme en Occident. Aujourd'hui, à l'heure de la guerre en Ukraine, on en est loin. La Russie, qui paraissait prête à s'inscrire dans le nouvel ordre mondial libéral, s'en est progressivement éloignée, jusqu'à le provoquer ouvertement.

Les innombrables ouvrages publiés le plus souvent à la hâte depuis deux ans et demi sur la guerre en Ukraine négligent la nécessaire profondeur historique qu'il faut observer pour bien

comprendre la genèse du conflit. Or Georges-Henri Soutou, historien spécialiste des relations internationales, est probablement le mieux placé pour expliquer cette histoire sur le temps long : les questions de nationalités en Europe orientale et dans les Balkans, la brutalité de la Seconde Guerre mondiale et de la guerre froide, la transition démocratique manquée de la Russie après 1991, l'échec des tentatives pour mettre les relations entre l'Occident et la Russie sur un nouveau pied après 1991. La gestion calamiteuse des relations internationales depuis 1989-1990 a fait le lit de la guerre actuelle.

Dans ce désastre, les responsabilités sont partagées. La Russie a été de plus en plus agressive mais l'Occident a été souvent provocateur et toujours trop sûr de lui.

L'issue du conflit est encore incertaine mais, de toute façon, le retour de la guerre sur notre continent est une catastrophe. Le troisième suicide de l'Europe depuis 1914...

Fiche d'identité du livre

Titre : « *La grande rupture : 1989-2024* » de la chute du mur à la guerre d'Ukraine

Date de la publication : 24/10/2024

Auteur : Professeur Georges-Henri Soutou

Editions : Tallandier

Pages : 368 pages

Prix : 22,90€

Dimensions : 14,50 x 21,50 x 2,80 cm

EAN : 9791021056077

SKU : 5592455

ISBN : 1021056073

Pour acheter le livre, rendez-vous sur le [site de la Fnac](#)

Découvrez l'exposé "**Russie agressive, Occident provocateur : les origines de la guerre d'Ukraine**" de **Georges-Henri Soutou** mis en ligne sur YouTube

Titre : "*Russie agressive, Occident provocateur : les origines de la guerre d'Ukraine*"

Date : 08 janvier 2025

Durée : 00:40:28

Intervenant : Professeur Georges-Henri Soutou

Mise en ligne sur le compte YouTube de Front Populaire

Espionnage. LA CIA ET LA GUERRE EN

UKRAINE : Savoir jusqu'où ne pas aller trop loin

Category: 2022-2025 : Guerre en Ukraine, Actualités, Guerre froide (1945-1989)
22 janvier 2025



Commentaire AASSDN : Le rapport joint est particulièrement intéressant pour mieux comprendre la complexité de ce conflit qui fait l'objet en France de prises de position quasi unilatérales et souvent radicales.

Il est vrai que les commentateurs qui interviennent quotidiennement sur les plateaux des médias français n'ont pas tous, loin s'en faut, une expérience d'officiers de renseignement. La diffusion et la lecture de ce rapport, dont nombre d'informations proviennent pourtant de la presse anglo-saxonne, serait de nature à donner aux citoyens français une vision plus complète

et davantage équilibrée sur les réalités et les perspectives de ce conflits aux conséquences désastreuses pour les nations européennes.

Depuis le début de « l'Opération militaire spéciale russe » de février 2022, les États-Unis ont fait le choix d'un engagement majeur aux côtés de l'Ukraine : formation, assistance, livraison d'armes, aide financière, mais aussi fourniture de renseignements et conduite d'opérations clandestines.

Dans une longue enquête publiée lundi 23 octobre 2023, *The Washington Post* a révélé l'ampleur de l'aide apportée par l'agence de renseignement américaine aux services spéciaux ukrainiens. Des opérations qui vont de l'infiltration en territoire ennemi au sabotage, en passant par les assassinats ciblés.

Le média a ainsi porté à la connaissance du public que depuis 2014, année du coup d'État de Maïdan et du début de la guerre dans le Donbass, la CIA a dépensé des dizaines de millions de dollars pour réorganiser les services ukrainiens, former de nouvelles unités d'action clandestine, fournir des systèmes de surveillance avancés et construire de nouvelles infrastructures afin d'espionner la Russie. L'Agence a également livré à son allié – mais aussi reçu de lui – une quantité impressionnante de renseignements.

Parallèlement à cet engagement massif et sans ambiguïté aux côtés de Kiev pour repousser l'invasion russe, *The Washington Post*, comme l'hebdomadaire *Newsweek* avant lui en mai 2023, insistent néanmoins sur l'autre préoccupation qui animerait la CIA : limiter les actions trop offensives de Kiev contre la Russie et faire en sorte que « *la défaite de Moscou ne soit pas trop marquée* » afin d'éviter que le conflit ne s'étende au-delà des frontières de l'Ukraine ou ne provoque une escalade pouvant conduire à un affrontement nucléaire. Le défi est donc de savoir jusqu'où ne pas aller trop loin...

Afin de mieux mesurer l'ampleur de l'engagement de la CIA en Ukraine, il est utile d'en rappeler les origines historiques et les étapes depuis la Guerre froide, puis à l'occasion de la Révolution orange (2004), jusqu'au coup d'État de Maïdan (2014).

Il convient ensuite d'analyser ces opérations à partir des sources disponibles – nécessairement partielles –, évaluation qui permettra de déterminer si l'agence essaie paradoxalement de limiter les dérapages du conflit... ou s'attache à le faire croire. Car c'est bien à une très intense guerre secrète contre la Russie à laquelle elle se livre.

Toutefois, écrire sur les activités d'un service spécial est un exercice audacieux et risqué, car les informations relatives à ses opérations sont toutes secrètes, hors quelques rares fuites dans la presse ou révélations opportunes. L'auteur est donc conscient des limites de cet exercice. Le présent rapport n'est fondé que sur des sources secondaires qui doivent par principe être considérées comme sujettes à caution, soit qu'elles attaquent la CIA, soit au contraire qu'elles aient été communiquées par elle à des journalistes pour la protéger, faire diversion ou entraîner délibérément les services adverses sur de fausses pistes.

Il convient de toujours garder à l'esprit que la CIA s'est fait une spécialité de mentir, de tromper et de dissimuler. Le cas du sabotage des gazoducs *Nord Stream* est à ce titre particulièrement édifiant. Il n'y a cependant rien d'anormal à cela, car c'est là l'un des aspects de sa vocation, quoi que ces mensonges aient à plusieurs reprises largement dépassé, ces dernières années le cadre de la mission de l'Agence.

Il n'en demeure pas moins que les articles publiés depuis deux ans outre-Atlantique concernant l'action de la CIA en Ukraine méritent d'être pris en considération, car ils rendent compte d'événements ayant pu – en partie le plus souvent – être vérifiés par ailleurs.

Aussi, il nous faut apprendre à naviguer dans ses arcanes obscurs où la réalité est rarement ce qu'elle paraît être et nous risquer à dresser un tableau de la situation aussi cohérent et plausible que possible.

Éric DENÉCÉ*

[Directeur du CF2R](#)

mai 2024

Pour télécharger l'article en version PDF, [cliquez ICI](#)

Éric **DENÉCÉ , Docteur en Science Politique, habilité à diriger des recherches (HdR), est directeur du Centre Français de Recherche sur le Renseignement (CF2R) et de sa société de conseil en Risk Management (CF2R SERVICES).*

Derniers ouvrages parus :

- *Renseignement et espionnage pendant la Seconde Guerre mondiale* (dir.), Ellipses, Paris, 2024.
- *La guerre russo-ukrainienne. Réalités et enseignements d'un conflit de haute intensité* (dir.), CF2R/TheBookEdition, Paris, 2024.
- *Ukraine : la Guerre américaine* (dir.), CF2R/TheBookEdition, Paris, 2023.
- *Renseignement et espionnage pendant la Première Guerre mondiale* (dir.), Ellipses, Paris, 2023.

Source photo bandeau : [Cliquez ICI](#)

[Georges Agoutin : Des gaz de la Grande Guerre aux geôles nazies](#)

Category: 1ère Guerre Mondiale (1914-1918),Actualités,Documents PDF

22 janvier 2025



Des tranchées de 14-18 au peloton d'exécution de 1943, sans jamais déroger à sa ligne, Georges Agoutin est l'image d'un indéfectible patriotisme. Peu en sont capables, quelques-uns laissent leur nom dans l'Histoire, ne laissons pas ceux qui restent dans l'ombre tomber dans l'oubli.

Engagé volontaire pour la Première Guerre mondiale à 19 ans, Georges Agoutin est incorporé au 26^e régiment d'artillerie en février 1916 et depuis près de 7 mois sur le front, en pleine bataille de la Somme, quand les Allemands emploient un gaz moins connu que le gaz moutarde, le phosgène, incolore, à l'odeur de « foin moisi », sur nommé Etoile blanche lorsqu'il est mélangé à du chlore (d'après le marquage des fûts qui le contiennent). Le phosgène sera responsable de 85 % des tués par arme chimique.

Le 10 octobre, Georges est gazé devant le moulin de Becquincourt. Évacué, il survivra, avec les séquelles que cela peut représenter, et sortira de cette guerre avec trois citations et la Croix de guerre.

Rien ne semblait prédisposer à un engagement militaire ce jeune Normand aux yeux gris, à la silhouette élancée (1,76 m était une belle taille à l'époque), muni de son brevet élémentaire et d'un diplôme d'agriculture, si ce n'est cet amour de son pays qui lui devra de recevoir aussi la Médaille de la Résistance la guerre suivante.



Né dans un village de l'Eure, Mesnil-sur-Estrée, le 22 septembre 1897, il n'avait pas connu sa mère, Berthe Harang, morte quelques jours après sa naissance. Son père, Joseph Agoutin, remarié, devait avoir une fille et un autre fils.

En octobre 1917, maréchal des logis, il est versé dans la réserve, puis détaché, le 7 juillet 1918, au 1er Groupe d'aérostation dépendant de l'aéronautique de la X^e Armée.

Peu après, il se marie avec Yvonne Bicherel. Une fille, Marie-Rose, leur naîtra en janvier 1921 et, en avril 1926, un fils, Michel (qui sera, plus tard, dans la Division Leclerc).



LeO 45

Quand survient la mobilisation de 1939, Georges Agoutin entre comme lieutenant, dans l'aviation, d'abord à Chartres, puis à Reims au Groupe aérien d'observation (GAO) 504, enfin à Tours à la base aérienne 109. En mai 1940, il effectue une mission périlleuse sur le *LeO 45* n°4

(Istres-Tunis- les Baléares-Lézignan- Saint Raphael, 2 400 km en mer en 5h27). Un mois plus tard, il participe aux bombardements de Genevo Spezzia, de Livora, de Pise et du Lido de Rome. Enfin, au cours du bombardement de Palerme, il est atteint au bras par des balles de mitrailleuse et reçoit la Légion d'Honneur et la Croix de guerre (deux citations). Enfin, à sa sortie de l'hôpital militaire de Blida, il rentre en France, où il sera affecté au 2e Bureau de l'état major, à Avignon, avant d'être rendu, en 1941, à la vie civile.

Il tient alors un hôtel à Paris dans le XVIIe arrondissement, l'hôtel Demours, 14 rue Pierre Demours. Des Allemands y sont logés.

Il devient chef d'un réseau des Services spéciaux

C'est alors qu'il est contacté par un agent du SR Guerre et recruté par ce service à partir du 2 avril 1941, comme agent P2.

Son chef, le colonel Simoneau (chef du Poste P2 et futur directeur du Service de renseignements opérations (SRO), précisera que Georges Agoutin est alors chef d'un réseau assez important du SR Air (sous le pseudonyme de Alain Agniol, ou Agniel) et fournit d'excellents renseignements. Certains membres de son réseau sont connus, ainsi, Mme Gardes, une employée du chemin de fer de Versailles, qui sera inculpée en même temps que lui, et Mme Charlotte Poirier Marchebout qui, du 15 septembre 1940 au 15 mai 1942, exerce des activités de renseignements et de liaisons sous sa direction, dans l'Ouest parisien, l'Eure-et-Loir et la Normandie. C'est elle qui, lorsque Georges Agoutin est recherché en septembre 1941, l'héberge et facilite son passage en zone libre (cette femme discrète, uniquement connue par un prénom ne sera identifiée qu'en 1951).

Mais Georges Agoutin est finalement arrêté le 17 mai 1942.

Ce soir-là, il est en famille, à son hôtel, où il habite. Un rapport concernant l'artillerie allemande qu'il a dissimulé, vient de lui être apporté par un agent de son réseau, André Gardes, qui a été son compagnon d'armes au GAO 504 à Chartres et qu'il a lui-même recruté en septembre 1940. Dix minutes plus tard arrivent des policiers en civil, armés : lors de la perquisition, la Gestapo va droit à l'endroit où se trouvent les papiers cachés.

Cette précision laisse penser qu'Agoutin a été trahi par un agent de liaison. Son appartement est bouleversé.

Il est frappé et emmené avec sa compagne, Germaine, et sa petite fille, Jeanine, dans une villa de Neuilly connue comme un lieu de tortures.

Enfermé dans la cave durant trois jours, attaché à un mur et sauvagement traité, c'est un détenu dans un état terrible qui est emmené à Fresnes.

Germaine, subit interrogatoires et menaces de mort, avant d'être libérée après dix jours d'internement avec son enfant.

Jusqu'à l'hiver, Georges Agoutin est à Fresnes, encore interrogé et menacé. Le 30 décembre, après sept mois et demi au secret, il peut revoir sa compagne : il est faible, presque sans voix, psychologiquement atteint.

Quelques jours plus tard, le relais des voix des prisonniers de cellule à cellule l'avertit que Germaine est détenue au 3e étage, 3e division, cellule 340, et il entend sa voix : « J'ai été arrêtée le 5 janvier. Courage, confiance! A bientôt! »

[...]

Marie GATARD

Administratrice de l'AASSDN

Auteur du livre *Les silencieux des Services spéciaux 1940-1945*

Pour lire l'article dans son intégralité, [cliquez ICI](#)

Légende de la photo bandeau : La bataille de la Somme

Source de la photo bandeau : ECPAD

Histoire. 22 octobre 1956 : Le détournement de l'avion du FLN

Category: 1955-1962,Actualités,GRANDES AFFAIRES,Mafias et terrorisme

22 janvier 2025



Commentaire AASSDN : Le détournement de l'avion transportant des chefs du Front de libération nationale (FLN) a été une magnifique opération construite sur de bons renseignements et montée dans un temps très court. Pour sa réussite, après un feu vert donné rapidement en court-circuitant nombre de décideurs, un certain nombre de moyens civils et militaires ont été mis en œuvre sans la moindre fuite. Elle impliquait la collaboration de l'équipage, ce qui n'avait rien d'évident.

Il a joué son rôle au-delà des espérances. Malheureusement, aucun des vrais chefs du FLN n'étant à bord, cette superbe action n'a pas eu d'impact sur le déroulement des opérations.

L'arrestation spectaculaire de cinq chefs historiques du Front de libération nationale (FLN) suite à une opération de piraterie aérienne le 22 octobre 1956 constitue l'un

des grands coups de maître de l'armée française pendant la guerre d'Algérie.

Les faits : l'exploitation d'une opportunité

Pour se rendre à un sommet organisé à Tunis fin octobre 1956 par le président Bourguiba et sous le patronage du roi du Maroc, cinq hauts responsables de la rébellion algérienne prennent place à Rabat dans un DC-3 de la compagnie Air Atlas - Air Maroc : Ahmed Ben Bella, l'un des leaders les plus représentatifs de l'insurrection, Mostefa Lacheraf, un ancien professeur d'histoire au lycée Louis-le-Grand, Mohamed Boudiaf, l'un des tous premiers chefs de la rébellion, Mohamed Khider, ancien député et Hocine Aït Ahmed, chef de l'organisation spéciale Mouvement pour le triomphe des libertés démocratiques, Parti populaire algérien (MTLD-PPA) fondé par Messali Hadj. Informé par le service de documentation extérieure et de contre-espionnage (SDECE), l'état-major militaire français ne veut pas rater une si belle occasion pour détourner l'avion et décapiter le haut commandement du FLN.

L'aéronef appartient à une compagnie marocaine, mais il est immatriculé en France. Dans ce contexte, les lois internationales sont formelles : c'est bien l'immatriculation qui détermine la nationalité de l'appareil. Les autorités françaises ont donc le droit de détourner vers Alger cet avion prévu pour un vol Rabat-Tunis.

Après une escale technique à Palma de Majorque aux Baléares, le commandant Gellier, officier de réserve de l'armée de l'air française et commandant de bord du DC-3, reçoit l'ordre de se poser à Maison-Blanche, l'aérodrome civil d'Alger. Pendant le trajet, le sang-froid et l'attitude impassible de la jeune hôtesse de l'air, Nicole Lambert, qui connaissait la véritable destination de l'appareil, dupent les voyageurs de ce vol très particulier censé relier Palma à Tunis. Pour que les passagers ne puissent pas se rendre compte du changement de direction de l'avion en voyant notamment par les hublots la lune passer d'un bord à l'autre, l'hôtesse tirera les rideaux pour permettre à ses voyageurs « de prendre un peu de repos. » Leurrés par cette supercherie jusqu'à l'arrivée de l'appareil sur le tarmac de l'aérodrome d'Alger, les cinq chefs du FLN seront cueillis par la Direction de la surveillance du territoire (DST) à leur descente d'avion. Ils seront transférés à la prison de la Santé à Paris puis au fort Liédot sur l'île d'Aix. Les prisonniers ne seront libérés qu'en mars 1962 après la signature des accords d'Evian.

Conséquences diplomatiques du détournement

Malgré son incontestable réussite, cette action audacieuse va susciter des turbulences politiques, nationales et internationales. En France, le secrétaire d'État à la Défense Max Lejeune a donné son accord à l'opération, mais sans avertir le président du Conseil Guy Mollet, alors en déplacement dans le Pas-de-Calais, ni le ministre résident en Algérie Robert Lacoste, également en déplacement. Les critiques sont virulentes dans la presse de gauche et enflamment les débats au Parlement. Alain Savary, secrétaire d'État aux affaires marocaines et tunisiennes et son chef de cabinet Claude Cheysson démissionnent. Pierre de Leusse, ambassadeur de France à Tunis, quitte ses fonctions. Dans le monde arabe, les diatribes pleuvent contre la France. Le FLN reçoit alors l'assurance d'une aide accrue en provenance de l'Égypte, du Maroc et de la Tunisie. Mais le séisme diplomatique sera vite étouffé par les crises internationales qui vont se succéder à partir de novembre 1956 : la campagne militaire de Suez menée contre l'Égypte par les armées française, britannique et israélienne, ainsi que l'intervention brutale de l'armée soviétique en Hongrie.

Pour leur part, les conséquences militaires seront limitées. L'arrestation des cinq chefs du FLN, qui étaient des personnalités politiques sans responsabilités opérationnelles dans la lutte armée, ne modifiera pas le cours de la guerre d'Algérie. Toutefois, pour les historiens militaires, le détournement de l'avion du FLN et la neutralisation de hauts dirigeants de la rébellion par une action non violente de ruse basée sur un travail efficace de renseignement reste un modèle du genre à la gloire de l'armée française.

Michel KLEN*

Officier saint-cyrien

Docteur en lettres et sciences humaines

Essayiste

** Michel Klen est l'auteur de plusieurs ouvrages dont : « La tragédie de l'Algérie française », « Les ravages de la désinformation », « La guerre du bluff est éternelle », « Dans les coulisses de l'espionnage ».*

Pour télécharger l'article sous format PDF, [cliquez ICI](#)

Légende photo bandeau : Ahmed Ben Bella à gauche

Stratégie. L'opinion publique taïwanaise face à la Chine : émancipation, soumission et résignation

Category: 2000-2020,2020-2030,Actualités,Asie Centrale,Géopolitique
22 janvier 2025



Depuis des décennies mais de manière plus marquée ces dernières années, la relation entre Taïwan et la Chine est une question géopolitique majeure, suscitant un large débat au sein de la société taïwanaise.

Face à la pression croissante de Pékin, l'opinion publique à Taïwan s'articule autour de plusieurs courants, chacun ayant une perspective différente sur la manière de gérer les relations avec la Chine continentale.

Cet article explore ces tendances et s'interroge sur les scénarios envisageables pour l'avenir de l'île.

Le courant indépendantiste : pour une identité taïwanaise affirmée

Une part significative de la population taïwanaise, en particulier les jeunes générations, favorise une identité distincte et se prononce pour le maintien d'une indépendance de facto, voire pour une indépendance officielle. Selon cette tendance, Pékin est perçu comme une menace directe, et la préservation de la souveraineté de l'île est essentielle. Ces opinions sont souvent soutenues par le Parti démocrate progressiste (DPP), actuellement au pouvoir. Ce courant cherche à consolider l'identité taïwanaise par des initiatives culturelles, politiques et éducatives, tout en renforçant les alliances internationales, notamment avec les États-Unis, le Japon, et d'autres démocraties.

Le courant modéré : équilibre entre souveraineté et apaisement des tensions

Les modérés prônent une approche pragmatique, visant à conserver la paix tout en maintenant une forme d'indépendance de facto. Ces Taïwanais considèrent que les provocations directes envers Pékin sont contre-productives et risquent de déclencher des réactions militaires ou économiques dangereuses. Ils défendent une politique de statu quo, évitant les déclarations d'indépendance officielles tout en développant des liens économiques et culturels prudents

avec la Chine. Ce groupe inclut des membres du Kuomintang (KMT), le principal parti d'opposition, qui mise sur une politique de dialogue et d'échanges économiques pour désamorcer les tensions.

Le courant pro-réunification : des voix minoritaires mais influentes

Bien que minoritaire, un courant existe en faveur d'un rapprochement avec la Chine, voire d'une réunification, même si celle-ci serait largement conditionnée par des garanties d'autonomie politique. Pour les partisans de cette position, la Chine représente une opportunité économique et culturelle majeure, et un rapprochement pourrait garantir la stabilité de l'île à long terme. Toutefois, ce courant est confronté à un manque de soutien populaire, en raison des politiques répressives de Pékin et de la crainte d'une perte de libertés démocratiques.

La polarisation générationnelle et les influences externes

Il est important de noter une différence générationnelle notable dans les opinions. Les jeunes Taïwanais, souvent plus sensibilisés aux valeurs démocratiques et à une identité taïwanaise distincte, sont largement en faveur du maintien du statu quo ou d'une indépendance renforcée. Les générations plus âgées, ayant connu des périodes de rapprochement avec la Chine, sont parfois plus favorables à des relations apaisées, même si le soutien à une réunification reste marginal. L'influence des États-Unis et de ses alliés sur l'opinion publique taïwanaise est également déterminante. Les accords de coopération militaire, les visites officielles et les déclarations de soutien au gouvernement taïwanais encouragent une partie de la population à envisager un renforcement des alliances, tandis que d'autres craignent une escalade des tensions avec Pékin.

Mourir pour Taïwan

Concernant la volonté des taïwanais à défendre l'île face à une invasion chinoise, celle-ci est nuancée et complexe, influencée par nombre de facteurs internes comme externes. D'un côté, les sondages montrent que la majorité des Taïwanais se disent prêts à défendre leur île. Par exemple, environ 68 % des personnes interrogées en août 2023 se disaient « très » ou « plutôt » à se battre si la Chine attaquait, bien que ce pourcentage ait fluctué au fil du temps, notamment en réaction aux tensions militaires ou aux visites de responsables américains à Taipei.

Cependant, il y a des doutes sur ce que signifie concrètement cette volonté de combattre. Les expériences de guerre des Taïwanais sont limitées, rendant les prédictions sur leur comportement en cas de conflit réel plutôt incertaines. De plus, la question de la mobilisation et de la préparation militaire reste problématique : bien que Taïwan ait environ 188 000 soldats actifs, l'efficacité de ses réserves est souvent remise en question.

L'attente d'une aide internationale, et plus particulièrement américaine, joue un rôle majeur dans l'opinion publique. Les Taïwanais semblent divisés quant à la possibilité d'une intervention directe des États-Unis. Certains pensent que les États-Unis se contenteraient de fournir des armes, tandis qu'une minorité croit en une intervention militaire conjointe. Le soutien international, notamment de la part des États-Unis, est perçu comme un élément crucial pour maintenir la volonté de résister.

En somme, bien que de nombreux Taïwanais semblent prêts à défendre leur nation, leur détermination est liée à la perception d'un soutien international, tout comme celle de l'Ukraine est influencée par l'aide occidentale en cours. Les préoccupations concernant l'équipement, l'organisation militaire et la solidité des alliances internationales ajoutent à la complexité de la situation actuelle.

Les élections présidentielles et législatives de 2024

Le scrutin présidentiel de janvier 2024 a capté la majeure partie de l'attention médiatique internationale : William Lai Ching-ten (DPP) a été élu président avec 40,05% des voix alors que l'ancienne présidente Tsai Ing-wen (DPP) l'avait été avec 57,1% des voix en 2020.

Une autre élection s'était déroulée le même jour et était potentiellement tout aussi significative : l'ensemble des 113 sièges du Parlement taïwanais étaient à pourvoir pour un mandat de quatre ans. Ces élections législatives furent marquées par des pertes significatives pour le PDP (51 vs. 68 sièges en 2016) à la faveur du KMT (52 vs. 35 sièges en 2016). Une réelle lassitude politique, une volonté de changement et un mécontentement croissant ont pesé lourd dans le vote des Taïwanais.

Autre élément intéressant de cette élection est l'avènement du Parti du peuple taïwanais (TPP) qui avec près de 10% des sièges lui permet de jouer un rôle de «faiseur de roi» dans le parlement. Le KMT et le TPP représentent ensemble (62 %) une vision politique plus nuancée sur la question des relations avec la Chine continentale et un affaiblissement de la ligne dure indépendantiste.

Quelles solutions pour l'avenir ?

L'opinion reste divisée, oscillant entre la défense de la souveraineté et le désir d'éviter une confrontation directe avec la Chine. La majorité semble privilégier le statu quo, estimant qu'il représente le compromis le plus viable entre indépendance et stabilité. La consolidation des liens diplomatiques et économiques avec des puissances étrangères est vue comme une garantie de protection face à Pékin. À moyen terme, les solutions pourraient se concentrer sur un renforcement des capacités de défense tout en maintenant le statu quo, combiné à des politiques de dialogue économique mesuré avec la Chine pour réduire les risques de tensions. Il existe des mécanismes de coopération régionale et internationale, ceux-ci associée à une consolidation de l'identité taïwanaise, proposent des voies réalistes pour un avenir stable. Toute tentative de modification unilatérale du statu quo, qu'elle vienne de Pékin ou de Taipei, risquerait d'accentuer la polarisation interne et d'entraîner des conséquences géopolitiques imprévisibles. Une solution durable nécessiterait de concilier la reconnaissance de l'identité taïwanaise avec une gestion pragmatique des relations sino-taïwanaises, dans un cadre de sécurité collective plus large.

Claude R. JAECK

Bangkok, le 7 novembre 2024

TAÏWAN EN CHIFFRES

Taïwan est un État insulaire de 36 197 km² (1) situé à 180 km à l'est de la Chine. Sa capitale, Taïpei, est située au nord de l'île.

Ce pays très montagneux, est peuplé de 24,5 millions d'habitants avec une densité moyenne de

650 h/km², une des plus élevées au monde. Mais la grande majorité de la population se concentre sur la côte ouest où la densité atteint 1 500 h/km². La zone centrale de l'île très montagneuse et forestière est à peu près déserte.

Les Chinois constituent l'essentiel du peuplement. Il existe des minorités proto malaises sur les hauteurs. Le taux de fécondité n'assure plus la croissance de la population, vieillissante (l'espérance de vie des femmes à la naissance est une des plus élevées du monde).

Taipei, la capitale, domine le réseau urbain avec 2,5 millions d'habitants , devant Kaohsiung 1,5 million d'habitants).

Considérée par la Chine comme sa 23e province, Taiwan est administrée de fait, sous le nom de république de Chine, par son propre gouvernement, depuis 1949.

Sur le plan économique, la principale entreprise est Taiwan Semiconductor Manufacturing Company (TSMC) qui produit plus de 90 % des puces de moins de 10 nanomètres utilisés dans le monde. Ce secteur représente 15 % du PIB taïwanais ; les exportations annuelles de semi-conducteurs sont estimées à plus de 150 milliards de dollars US.

Les grandes entreprises françaises implantées à Taïwan: Airbus, Total Energies, Thales, Safran, Dassault Systèmes.

(1) soit une superficie intermédiaire entre celle de la Belgique et celle des Pays-Bas



Vous pouvez télécharger la version PDF de cet article [en cliquant ICI](#)